



**Sud** TRAVAIL  
AFFAIRES  
SOCIALES

## **La DIRECCTE de Franche Comté lance la grande braderie du contrôle dans les transports ...!!!**

Le DIRECCTE l'affirme : en 2011, en Franche-Comté, le nombre de contrôles dans les entreprises de transports est en-deçà des attentes du ministère des transports et de la DGT alors même que les objectifs européens de contrôle des disques chronotachygraphes sont déjà largement dépassés dans la région.

Soit le même constat que dans toute la France depuis l'opération de fusion des inspections du travail !

La RGPP est passée par là ! Donc..... rendons-en responsables les agents !

**Aussi, que nous propose-t-on pour rattraper ce soit disant « retard » en Franche Comté?**

**L'organisation d'une quinzaine du contrôle dans les transports, avec un seul objectif : au moins deux contrôles par agent dans une entreprise de transports du 21 novembre au 2 décembre 2011 !**

Avec en sous entendu "ne faites pas forcément de contrôle durée du travail" ! Et pour cause, au vu de l'investissement en temps qu'induit le contrôle de la durée du travail, afin de remplir leurs objectifs chiffrés et permettre à la DIRECCTE d'afficher de bons résultats dans ce secteur, les agents sont pour ainsi dire invités à ne pas perdre de temps avec la durée du travail, pourvu que l'entreprise contrôlée appartienne au secteur des transports routiers et qu'il y ait une remarque sur... le panneau d'affichage obligatoire !

**EN BREF, peu importe le travail réalisé, la qualité, le résultat, que le droit du travail soit appliqué ou non, l'intérêt ou non pour le service public...**

**Ce qui est important, c'est le chiffre, rien que le chiffre, uniquement le chiffre !!**

Mais qui s'est interrogé sur le pourquoi de cette situation ? Quand la question des moyens alloués aux agents a-t-elle été posée ? La hiérarchie a-t-elle déjà oublié que :

- les outils informatiques sont tellement inadaptés et ont des bugs réguliers tels que personne ne peut affirmer sans risquer de se tromper que l'objectif de contrôle des entreprises de transport n'a pas déjà été atteint...!!!!
- de 16 sections d'inspection du travail en 2009, dont deux dédiées uniquement aux transports, on est passé à 15 avec la fusion des inspections ;
- en dehors du Doubs, aucun département n'a bénéficié de l'apport de ressources supplémentaires pour assurer les contrôles dans ce nouveau secteur ;
- la réglementation applicable aux transports est d'une telle complexité que ni la DGT, pourtant saisie en juin 2009 sur la question de la rémunération des équivalences, ni même la commission de validation des accords nouvellement créée au niveau de la branche, ne savent se prononcer sur des questions touchant à la compatibilité des textes spécifiques aux transports avec les règles de base du code du travail !

**Aussi, nous affirmons que « la quinzaine du contrôle dans les transports » est un leurre, ne visant qu'à afficher des chiffres de contrôles dans ce secteur, notamment vis-à-vis des partenaires sociaux lors des réunions portant sur le bilan de l'action des services d'inspection du travail.**

**Nous nous insurgons aussi contre cette politique du chiffre à tout crin, qui place l'affichage et la communication loin devant l'action de fond : quel message pour les salariés, quelle crédibilité ce type d'opération ciblée, totalement déconnectée des problématiques réelles rencontrées sur le terrain, aura t'elle ?**

**Enfin, nous dénonçons un risque de dérive se traduisant par l'émergence après les transports, d'autres campagnes de contrôles sur d'autres thèmes, privilégiant les chiffres en fonction des "besoins".**

**A l'heure des belles paroles sur les risques psychosociaux dans notre Ministère, nous constatons que la machine folle de la batonnite continue de sévir et de broyer les agents de contrôle en les obligeant à faire du sale boulot, qui n'a plus aucun sens !**

**IL EST TEMPS DE REAGIR !**

**REFUSONS L'INSTRUMENTALISATION DE L'INSPECTION PAR LA  
DICTATURE DU CHIFFRE :**

**EXIGEONS DE POUVOIR FAIRE DU TRAVAIL DE QUALITE Y  
COMPRIS DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS !**

**EXIGEONS UN SERVICE PUBLIC AU SERVICE DE L'INTERET  
GENERAL ET NON PAS AU SERVICE D'UNE POLITIQUE DE  
COMMUNICATION ET DE FAUX SEMBLANT !**

**METTONS EN ECHEC CETTE CAMPAGNE REGIONALE EN  
REFUSANT DE PARTICIPER A CETTE QUINZAINE !**

Besançon, le 24 octobre 2011